

évités, mais les luttes nationales n'en subsisteraient pas moins, au moins partiellement et surtout dans les régions mixtes de Bohême, où les ouvriers tchèques travailleraient pour un capitaliste allemand, ou de Galicie, où l'ouvrier agricole ruthène travaillerait pour les grands propriétaires polonais, etc. L'exploitation de l'ouvrier au point de vue économique aurait toujours en même temps le caractère d'une oppression nationale, puisque ce sentiment national est tant naturel et que dans les luttes économiques une hostilité instinctive se développe aussitôt que l'opresseur, en dehors de sa qualité d'exploiteur de la force de l'ouvrier possède encore la qualité d'étranger. De ce côté-là, les luttes ne disparaîtront qu'en régime socialiste (1).

Les socialistes allemands considèrent la solution dans le sens de l'autonomie nationale comme nécessaire et la seule logique. La bourgeoisie elle-même sera obligée de l'accepter. En effet, la situation en Autriche est insupportable ; tous les travaux parlementaires, toute la vie publique est envenimée des luttes nationales, et la moindre question, la plus stupide est aussitôt exploitée par les deux partis pour combattre la nation ennemie. En outre, en Bohême, la nation tchèque gague de plus en plus du terrain. Si les Allemands ne veulent pas être plus tard dans la même situation que les Tchèques aujourd'hui, c'est-à-dire

(1) Pour se rendre compte exactement de l'opinion des socialistes allemands en Autriche sur la question des luttes nationales, il faut consulter les ouvrages de *O. Bauer* : « Die nationalitaetenfrage und die Sozialdemokratie » Wien, 1907, de *R. Springer* : « Der Kampf der oesterreichischen nationen um den Staat », Wien, 1902, et du même auteur : « Grundlagen u. Entwicklungsziele der oesterreichisch, ungarischen Monarchie ». Wien, 1906.